

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 33.408/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.408/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Recherche scientifique, le 16 mai 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant diverses dispositions à l'égard de certains établissements scientifiques fédéraux", a donné le 14 août 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 16 mei 2002 door de Minister van Wetenschappelijk Onderzoek verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen ten opzichte van sommige federale wetenschappelijke instellingen", heeft op 14 augustus 2002 het volgende advies gegeven :

Observations concernant le Chapitre I^{er} en projet -
Dispositions générales
(Articles 3 à 7 du projet)

1. Le Conseil d'Etat a estimé, dans les avis 22.545/9 ⁽¹⁾, 22.918/9 ⁽²⁾ et 32.214/4 ⁽³⁾, que si les Communautés peuvent désigner les biens culturels relevant de leur compétence dont elles souhaitent restreindre l'exportation, c'est à l'autorité fédérale seule qu'il appartient de régler leur sortie du pays. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat concluait à la nécessité - et non pas simplement à l'utilité - de conclure un accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Communautés.

Un tel accord n'a pas encore été conclu, ce qui rend l'élaboration de législations cohérentes en la matière particulièrement complexe en ce qui concerne l'expédition et l'exportation de biens culturels mobiliers relevant des Communautés.

2. Plusieurs dispositions, notamment les articles 3, 4 et 5, en projet, de la loi du 16 mai 1960 relative au patrimoine culturel de la Nation désignent le Gouvernement fédéré concerné comme étant l'autorité compétente pour décider de certaines mesures. En réalité, il n'appartient pas au législateur fédéral de s'immiscer dans le mode d'organisation et de fonctionnement des collectivités fédérées.

3. A l'article 5, § 1^{er}, en projet, de la même loi, l'autorité fédérale ne peut prévoir que l'autorisation d'expédition ou d'exportation de biens culturels puisse être acceptée ou refusée par la Communauté dont ils relèvent. En l'état actuel et en l'absence d'accord de coopération, cette compétence revient exclusivement à l'Etat fédéral.

⁽¹⁾ Donné le 12 juillet 1993, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française "relatif à l'exportation des biens culturels mobiliers".

⁽²⁾ Donné le 18 avril 1994 sur un avant-projet de décret "relatif aux biens culturels mobiliers de la Communauté française".

⁽³⁾ Donné le 4 mars 2002, sur un avant-projet de décret de la Communauté française "relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française".

4. L'avant-projet de loi définit, en son article 3 ⁽⁴⁾, les notions de "bien culturel mobilier" et de "patrimoine majeur" et, en son article 9 ⁽⁵⁾, les notions de "patrimoine" et de "trésors nationaux".

Les définitions du "bien culturel mobilier" et du "patrimoine majeur" semblent contradictoires puisque la première renvoie à la notion de patrimoine majeur telle qu'elle résulte, pour l'Etat fédéral et chaque Communauté, de leur législation respective, alors que la seconde donne une définition matérielle du patrimoine majeur (les biens repris dans la liste de l'Annexe de la directive 93/7/CEE ⁽⁶⁾ et "classés ou repris dans les collections de personnes, autorités, services ou établissements publics relevant de l'Etat fédéral [ou] d'une Communauté ou d'une Région;").

Cependant, les décrets des Communautés et la réglementation européenne ne consacrent pas la notion de "patrimoine majeur" et le chapitre II en projet de la loi du 16 mai 1960, précitée, ne la consacre que par renvoi.

En outre, pour pouvoir faire l'objet d'une interdiction ou d'une restriction à l'exportation à l'intérieur de la Communauté européenne, le bien culturel doit être qualifié de "trésor (national) ayant une valeur artistique, historique ou archéologique" ⁽⁷⁾. Il en va de même pour que l'autorisation d'exportation hors de la Communauté puisse être refusée ⁽⁸⁾ ainsi que pour l'application des mécanismes de restitution ⁽⁹⁾.

⁽⁴⁾ Article 1^{er}, § 2, a) et b), en projet de la loi du 16 mai 1960, précitée.

⁽⁵⁾ Article 6, b) et c), en projet de la loi du 16 mai 1960, précitée.

⁽⁶⁾ Directive 93/7/CEE du Conseil, du 15 mars 1993 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre.

⁽⁷⁾ Article 30 du Traité.

⁽⁸⁾ Article 2, paragraphe 2, alinéa 3, du règlement (CEE) n° 3911/92 du Conseil, du 9 décembre 1992, concernant l'exportation des biens culturels.

⁽⁹⁾ Article 1^{er} de la directive 93/7/CEE, précitée.

Par ailleurs, l'on constate, ce qui était inévitable en l'absence d'accord de coopération préalable, des discordances entre le champ d'application du chapitre I^{er}, en projet, de la loi du 16 mai 1960, précitée, et les dispositions des décrets des Communautés relatifs à l'expédition et à l'exportation.

Ainsi, le décret flamand du 17 novembre 1982 portant protection du patrimoine culturel mobilier, n'a pas pu tenir compte du règlement (CEE) 3911/92 et de la directive 93/7/CEE, précitées, qui lui sont postérieurs.

De même, en disposant que les biens culturels visés par le chapitre premier de la loi du 16 mai 1960, en projet, doivent être repris dans la liste de l'annexe de la directive 93/7/CEE, précitée, l'avant-projet de loi écarte les biens visés à l'article 1^{er}, §§ 1^{er}, b), 2 et 3, du décret du 3 juillet 2002, relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française, qui doivent seulement être classés comme trésors, sans nécessairement - mais le décret manque de clarté à ce sujet - être repris dans l'annexe de la directive et sans nécessairement être soumis aux seuils financiers prévus dans cette annexe. Il pourrait également exclure certains biens que le décret qualifie de biens mobiliers classés, puisque ces biens ne sont pas soumis aux seuils financiers mentionnés dans l'annexe de la directive.

L'exigence d'une marque d'identification n'est prévue, dans l'article 3 en projet de la loi du 16 mai 1960, précitée, que pour les biens exportés, alors qu'elle est prévue, dans l'article 17 du décret, précité, tant pour les biens exportés que pour les biens expédiés.

Il y a lieu, dès lors, de ne pas retenir la notion de "patrimoine majeur" et d'éviter, dans la mesure du possible, le manque de cohérence avec les textes des Communautés. Pour se faire, une solution consisterait, pour chaque règle du chapitre premier de la loi du 16 mai 1960 en projet, à renvoyer aux biens pour lesquels les Communautés entendent voir appliquer la règle en question.

5. L'article 1^{er}, § 3, en projet, de la loi précitée du 16 mai 1960, dispose que la loi s'applique aux biens culturels qui se trouvaient, au 1^{er} janvier 1993, légalement et à titre définitif, sur le territoire du Royaume ou qui s'y sont trouvés, dans certaines circonstances.

.../...

Si l'intention des auteurs de l'avant-projet est, comme le texte examiné le donne à penser, de rendre pénalement punissables des faits révolus, soit l'exportation de biens culturels réalisée entre le 1^{er} janvier 1993 et la date d'entrée en vigueur de l'avant-projet, une telle disposition méconnaîtrait le principe fondamental de non-rétroactivité de la loi pénale. Le texte doit être revu pour éviter qu'une telle interprétation soit possible.

Observations concernant le Chapitre II en projet -
Dispositions particulières relatives aux établissements scientifiques fédéraux

(Articles 8 à 13 du projet)

Article 9
(article 6 en projet)

1. Le point b) définit le "patrimoine" comme étant des biens culturels mobiliers. Cette définition est malheureuse dans la mesure où l'article 1^{er}, § 2, b), en projet, qui s'applique à toute la loi, définit le bien culturel mobilier comme étant un élément du patrimoine majeur.

L'on aboutit, dès lors, à la conséquence qu'il n'y a pas de différence entre le "patrimoine" et les "trésors nationaux", ces derniers étant définis comme étant "... le patrimoine majeur des établissements scientifiques".

Le système des définitions doit, dès lors, être revu, et ce d'autant plus que la référence à la notion de patrimoine majeur, telle que définie à l'article 1^{er}, § 2, b), en projet, exclut que soient prises en compte les banques de données.

2. Les biens culturels mobiliers constituant le "patrimoine" doivent être "repris sous forme d'oeuvres artistiques, objets ou banques de données placés, déposés ou conservés dans un établissement scientifique".

.../...

Ces termes sont trop larges, dans la mesure où ils pourraient s'appliquer à des biens relevant du patrimoine culturel mobilier d'une Communauté qui se trouveraient temporairement - par exemple, pour étude, restauration ou exposition - dans un établissement scientifique fédéral.

Article 10

(article 7 en projet)

1. Les habilitations contenues dans cet article son excessives.

Il appartient à la loi de fixer, à tout le moins dans les grandes lignes, les règles relatives à la conservation et à l'inventaire du patrimoine, aux conditions dans lesquelles le patrimoine des établissements peut être prêté, loué, déposé, vendu, cédé ou échangé, ainsi qu'à l'acceptation des dons ou des legs par les établissements scientifiques de l'Etat.

_____Au paragraphe 2, alinéa 2, c'est au Roi et non au Ministre qui a la politique scientifique dans ses attributions, qu'il convient de déléguer le pouvoir de dresser la liste des trésors nationaux et d'organiser la procédure de déclassement. Le Roi pourra éventuellement, ensuite, déléguer au ministre une partie de ces tâches, par exemple l'établissement de la liste des trésors nationaux ou les mesures de détail concernant la procédure de déclassement.

_____La même observation vaut pour la procédure de classement.

_____2. Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "dans le respect de l'Annexe de la Directive précitée 93/7/(CEE)" doivent être omis. En effet, il n'appartient pas à une législation fédérale de se référer à l'annexe d'une directive. Il convient, dès lors, de faire de cette annexe, une annexe à l'avant-projet de loi.

Par ailleurs, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que si rien ne lui interdit de limiter les trésors nationaux aux biens mentionnés dans l'annexe de la directive, rien ne l'y oblige. En effet, aux termes de son article 1^{er}, 1), les biens

.../...

culturels peuvent être des trésors nationaux qui ne sont pas repris dans l'annexe, si, par ailleurs, ils font partie des collections publiques ou des inventaires des institutions ecclésiastiques.

Article 12
(article 9 en projet)

Dès lors que la consultation de la Commission fédérale du patrimoine est obligatoire, il appartient à la loi d'en déterminer elle-même la composition et les règles essentielles de fonctionnement.

Article 13
(article 10 en projet)

Plutôt que de renvoyer à l'article 137 de la loi générale du 18 juillet 1977 relative aux douanes et accises et à l'article 526 du Code pénal relatif à la destruction ou à la dégradation des tombeaux, monuments, objets d'art, il y a lieu d'indiquer directement dans l'avant-projet de loi quelles sont les peines en cas d'infraction à la loi.

Si l'auteur de l'avant-projet entend établir des règles particulières en matière de recherche et de poursuite des infractions, il y a lieu de l'indiquer expressément dans l'avant-projet de loi.

Observations concernant le Chapitre III du projet -
Modification de la loi du 8 avril 1965 instituant le dépôt légal
à la Bibliothèque royale de Belgique

Article 14
(article 1^{er}, en projet de la loi du 8 avril 1965, précitée)

1. L'alinéa 1^{er} dispose que le dépôt à la Bibliothèque royale de Belgique des publications de toute nature multipliées ou diffusées par le moyen de l'imprimerie ou par

.../...

tout autre procédé, à l'exception des procédés cinématographiques, se fait "aux conditions fixées par la présente loi" et "dans les limites et suivant les modalités déterminées par le Roi".

L'expression "dans les limites fixées par le Roi" donne à ce dernier la possibilité d'exclure certaines publications de l'obligation de dépôt d'office. Ainsi, l'article 2 de l'arrêté royal du 31 décembre 1965 portant exécution de la loi du 8 avril 1965 instituant le dépôt légal à la Bibliothèque royale de Belgique, exclut du dépôt d'office, notamment, les publications périodiques ainsi que les publications non périodiques de moins de cinq pages.

Cette manière de procéder - qui, il est vrai, se trouve déjà dans le texte actuel - est à déconseiller, dans la mesure où elle permet au Roi de déroger à la loi, sans qu'aucune limite ne soit prévue à cette possibilité de dérogation. En outre, de par son caractère général, elle entre en contradiction avec l'alinéa 2, en projet, qui dispose que le Roi ne peut se dispenser de recueillir le dépôt de certaines publications, que si aucun intérêt scientifique n'entre en ligne de compte pour leur conservation. Il en résulte que, contrairement à la réglementation actuelle, le Roi ne pourra plus dispenser du dépôt d'office les publications à caractère scientifique de moins de cinq pages.

2. Il résulte du texte en projet que tout article présentant un intérêt scientifique, diffusé sur internet, devra être déposé en deux exemplaires à la Bibliothèque royale de Belgique.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait qu'une telle obligation donnera lieu à des difficultés d'application inextricables.

Article 16

(article 3 en projet)

1. L'article 3 en projet de la loi précitée du 8 avril 1965, ne reprend pas le texte de l'actuel article 3 qui dispose que l'obligation de dépôt à la Bibliothèque royale de Belgique repose sur l'éditeur pour les publications éditées en Belgique et sur les auteurs belges ou domiciliés en Belgique, lorsque la publication est éditée à l'étranger.

.../...

Il est cependant indispensable, notamment pour l'application des sanctions pénales, que l'avant-projet détermine de manière précise sur qui pèse l'obligation de dépôt.

2. Le premier tiret, en projet, dispose que les publications doivent être déposées en même temps que tout matériel d'accompagnement "qui est nécessaire à l'utilisation du produit".

Prise à la lettre, cette règle pourrait être interprétée comme imposant à toute personne qui dépose un "CD Rom" ou un article publié sur internet de fournir à la bibliothèque nationale ... un ordinateur, ce qui n'est évidemment pas l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

Il est vrai que cette hypothèse semble envisagée, de manière plus restrictive, au deuxième tiret qui dispose que "si la publication n'est accessible que par un logiciel et/ou un hardware qui est vendu normalement avec la publication, ce logiciel et/ou hardware doit être déposé ensemble avec la publication".

L'avant-projet sera dès lors précisé afin de traduire exactement la pensée de son auteur et de mentionner de manière suffisamment précise la nature du matériel qui doit être déposé. En tout état de cause le mot anglais "hardware" doit être remplacé par son correspondant en langue française et en langue néerlandaise.

Observations concernant le Chapitre IV du projet -
Modification de l'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983
relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat

Article 21

(article 4, § 2, en projet de l'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983, précité)

L'alinéa 3, en projet de l'arrêté royal précité, doit constituer un alinéa 4. Dans le cas contraire, il rendrait rétroactivement sans fondement les assimilations dont ont bénéficié, à partir du 31 décembre 1983, le personnel non statutaire du Musée instrumental

.../...

du Conservatoire royal de musique de Bruxelles lors de son intégration dans les Musées royaux d'art et d'histoire.

Observations concernant le Chapitre V du projet -
Modification de l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986
créant les établissements scientifiques de l'Etat qui relèvent
des deux Ministres de l'Education nationale ou du (des) Ministre(s) désigné(s)
par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres,
en tant que services de l'Etat à gestion séparée

Article 23
(article 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986, précité)

Cet article se présente comme une disposition à caractère général applicable, par anticipation, à tout établissement scientifique qui relèverait du Ministre qui a la politique scientifique dans ses attributions.

Afin de respecter l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, il y a lieu d'énumérer tous les établissements scientifiques concernés.

Compte tenu de cette disposition, l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} février 2000 fixant les règles organiques de la gestion financière et matérielle des établissements scientifiques de l'Etat relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, en tant que services de l'Etat à gestion séparée, doit être abrogé. En effet, une même règle ne peut se trouver à la fois dans une loi et dans un arrêté royal.

.../...

Article 24

(article 2, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986, précité)

L'article 2 de l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986 peut être entièrement abrogé, dès lors que même modifié par l'article 24 en projet, il fait double emploi avec l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'Etat, lequel dispose déjà que :

"Les services à gestion séparée sont soumis à des dispositions à fixer par le Roi, sur proposition des ministres dont ces services relèvent et du Ministre des Finances."

L'article 31 , alinéa 2, du projet doit être adapté en conséquence.

Observations concernant le Chapitre VI du projet - Restructuration de certains établissements scientifiques fédéraux

Article 26

Le paragraphe 1^{er} doit se comprendre comme supposant, en cas de dissolution, une décision préalable de l'assemblée générale de l'institut ⁽¹⁰⁾ de transférer son patrimoine à l'Etat fédéral.

Article 27

Eu égard à l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, c'est au Roi qu'il appartient de déterminer l'aménagement interne de l'établissement scientifique de l'Etat "Archives générales du Royaume - Archives de l'Etat dans les provinces".

⁽¹⁰⁾ Il n'est pas clair s'il a la forme d'une association sans but lucratif ou d'un établissement d'utilité publique.

Observations concernant le Chapitre VII du projet -
Dispositions particulières relatives
à la gestion de certains établissements scientifiques

Article 29

1. Le blocage temporaire des emplois éventuels créés dans le grade de conseiller adjoint ne pourra s'opérer que lorsque l'établissement scientifique sera doté d'un nouveau cadre organique pris en conformité avec l'arrêté royal du 30 avril 1999 fixant le statut du personnel adjoint à la recherche et du personnel de gestion des établissements scientifiques de l'Etat.

Il convient, dès lors, d'éviter que les nouveaux cadres ne soient publiés avant l'entrée en vigueur de la loi à l'examen. A défaut de ce faire, ces nouveaux cadres devront être remplis suivant les règles ordinaires.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens des mots "visés à l'article 29", alors que l'article 28 a déjà délimité le champ d'application du chapitre en disposant qu'il s'applique "aux établissements scientifiques fédéraux placés sous l'autorité du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions".

3. Dans la version française de l'avant-projet, il n'apparaît pas clairement si les mots "par décision du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions" s'appliquent aux mots "peuvent être bloqués temporairement", comme semble le considérer l'exposé des motifs, ou s'ils s'appliquent au mot "détachés", comme le prévoit la version néerlandaise.

Le représentant du ministre a précisé que c'est la version néerlandaise qui doit être corrigée.

.../...

Observations concernant le Chapitre VIII -
Dispositions abrogatoire et finale

Article 33

1. En ce qui concerne le 1°, il est renvoyé aux observations concernant le chapitre I^{er} en projet.

2. Le 3°, vise à donner un effet rétroactif, au 31 décembre 1983, au chapitre IV, relatif aux modifications de l'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983 relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat.

Cet effet rétroactif est même le seul effet recherché par l'auteur de l'avant-projet, puisque l'article 32 du projet abroge l'arrêté royal n° 275, précité.

Observations d'ordre légistique et linguistique

La version néerlandaise du projet n'a pas été rédigée soigneusement. C'est sous réserve expresse des observations de fond faites ci-dessus et à titre d'exemple que sont faites les propositions de texte qui suivent.

Conformément aux consignes de la "Légistique formelle, recommandations et formules", on écrira dans les phrases liminaires "... vervangen als volgt" au lieu de "vervangen door de volgende bepaling". Cette observation vaut pour tout le projet.

Article 3
(article 1^{er}, en projet)

Au paragraphe 1^{er} en projet, on écrira : "richtlijn 93/7" au lieu "richtlijn 97/3". Au paragraphe 2, b), en projet, on écrira "op de lijst van de Bijlage" au lieu de "in lijst van de Bijlage".

.../...

La première observation vaut, mutatis mutandis, également pour la version française du projet.

Article 4
(article 2, en projet)

A la fin de la deuxième phrase, on écrira "die door de Koning worden vastgelegd" au lieu de "die door de Koning vastlegt".

Article 5
(article 3, en projet)

Il serait plus correct d'écrire :

"Art. 3. Voor roerende cultuurgoederen mag pas een uitvoervergunning worden afgegeven nadat ...".

Article 6
(article 4, en projet)

Il serait plus correct d'écrire :

"Art. 4. Elk roerend cultuurgoed dat tijdelijk verzonden of uitgevoerd wordt, moet voordat het weggaat van en terugkeert bij het betrokken overheidsorgaan beschreven worden ...".

Article 8

On écrira "na de artikelen 1 tot 5" au lieu de "aansluitend op artikelen 1 tot 5".

.../...

Article 10
(article 7, en projet)

Au paragraphe 1^{er} en projet, on écrira "het patrimonium" au lieu de "de patrimonium".

Article 14

_____A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, la première phrase devrait être rédigée comme suit :

"..., die via drukken of enige andere methode, met uitzondering van cinematografische procédés, vermenigvuldigd of verspreid worden, in twee exemplaren ...".

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Als publicatie wordt beschouwd elke informatie ...".

A l'alinéa 2, on écrira "... indien de bewaring ervan geen enkel wetenschappelijk belang heeft" au lieu de "... indien er geen enkel wetenschappelijk belang voor de bewaring ervan".

Article 16

A l'alinéa 3, quatrième tiret, en projet, on écrira "of niet kan worden geraadpleegd" au lieu de "of niet raadpleegbaar is".

Article 21

Au 2°, on écrira "regeling" au lieu de "reglementering".

Article 26

Au paragraphe 1^{er}, on écrira "Koninklijk Museum voor Midden-Afrika" au lieu de "Koninklijk Musea voor Midden-Afrika".

Article 27

Au paragraphe 1^{er}, deuxième phrase, on écrira à la fin "alsook van zijn personeelsleden" au lieu de "alsook zijn personeelsleden over".

Article 31

A l'alinéa 3, les mots "onder geen enkel voorwendsel" seront omis.

Le texte néerlandais du projet doit être revu.

Opmerkingen betreffende het ontworpen hoofdstuk I
Algemene bepalingen
(Artikelen 3 tot 7 van het ontwerp)

1. De Raad van State heeft in de adviezen 22.545/9 ⁽¹⁾, 22.918/9 ⁽²⁾ en 32.214/4 ⁽³⁾ geoordeeld dat de gemeenschappen weliswaar kunnen bepalen van welke cultuurgoederen die onder hun bevoegdheid vallen ze de uitvoer willen beperken, maar dat alleen de federale overheid bevoegd is om te regelen hoe die goederen het land verlaten. Het besluit van de Raad van State was dan ook dat een samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de gemeenschappen niet alleen nuttig, maar zelfs noodzakelijk is.

Zulk een akkoord is nog niet gesloten, waardoor het uitwerken van een coherente wetgeving terzake bijzonder ingewikkeld wordt wat betreft de verzending en uitvoer van roerende cultuurgoederen die onder de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen.

2. In verscheidene bepalingen, inzonderheid in de ontworpen artikelen 3, 4 en 5 van de wet van 16 mei 1960 betreffende 's Lands roerend cultureel patrimonium, wordt de betrokken deelregering aangewezen als de overheid die bevoegd is om te besluiten tot bepaalde maatregelen. In werkelijkheid is de federale wetgever niet bevoegd om zich te mengen in de organisatie en werkwijze van de deelentiteiten.

3. Wat het ontworpen artikel 5, § 1, van dezelfde wet betreft, vermag de federale overheid niet te bepalen dat een gemeenschap de vergunning voor verzending of export van cultuurgoederen die onder haar bevoegdheid vallen kan aanvaarden of

⁽¹⁾ Advies van 12 juli 1993 over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsregering "relatif à l'exportation des biens culturels mobiliers".

⁽²⁾ Advies van 18 april 1994 over een voorontwerp van decreet "relatif aux biens culturels mobiliers de la Communauté française".

⁽³⁾ Advies van 4 maart 2002 over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap "relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française".

weigeren. Bij de huidige stand van zaken en bij gebrek aan een samenwerkingsakkoord komt die bevoegdheid uitsluitend toe aan de federale Staat.

4. In artikel 3 ⁽⁴⁾ van het voorontwerp van wet worden de begrippen "roerend cultuurgoed" en "kernpatrimonium" omschreven en in artikel 9 ⁽⁵⁾ van het voorontwerp de begrippen "patrimonium" en "nationaal bezit".

De definities van "roerend cultuurgoed" en "kernpatrimonium" lijken tegenstrijdig, aangezien in de eerste definitie verwezen wordt naar het begrip "kernpatrimonium" zoals dat voor de federale Staat en voor elke gemeenschap voortvloeit uit hun respectieve wetgeving, terwijl in de tweede definitie een materiële omschrijving van het kernpatrimonium wordt gegeven (de goederen die zijn opgenomen op de lijst van de bijlage van richtlijn 93/7/EEG ⁽⁶⁾ en "ingedeeld of opgenomen in de collecties van particulieren, overheden, openbare diensten of instellingen die ressorteren onder de federale Staat, [of] een Gemeenschap of een Gewest").

In de decreten van de gemeenschappen en in de Europese regelgeving is het begrip "kernpatrimonium" echter niet vastgelegd en in het ontworpen hoofdstuk II van de voornoemde wet van 16 mei 1960 wordt het begrip slechts door verwijzing vastgelegd.

Bovendien kan de uitvoer van een cultuurgoed binnen de Europese Gemeenschap alleen worden verboden of aan beperkingen worden onderworpen als het beschouwd wordt als "(nationaal) artistiek, historisch of archeologisch bezit" ⁽⁷⁾. Datzelfde

⁽⁴⁾ Ontworpen artikel 1, § 2, a) en b), van de genoemde wet van 16 mei 1960.

⁽⁵⁾ Ontworpen artikel 6, b) en c), van de genoemde wet van 16 mei 1960.

⁽⁶⁾ Richtlijn 93/7/EEG van de Raad van 15 maart 1993 betreffende de teruggave van cultuurgoederen die op onrechtmatige wijze buiten het grondgebied van een Lid-Staat zijn gebracht.

⁽⁷⁾ Artikel 30 van het EG-Verdrag.

geldt wil een vergunning voor uitvoer buiten de Europese Gemeenschap kunnen worden geweigerd ⁽⁸⁾ en willen de teruggavemechanismen kunnen worden toegepast ⁽⁹⁾.

Daarenboven blijken er discrepanties te bestaan tussen de werkingssfeer van het ontworpen hoofdstuk I van de genoemde wet van 16 mei 1960 en de bepalingen van de gemeenschapsdecreten over verzending en uitvoer, wat onvermijdelijk is zonder voorafgaand samenwerkingsakkoord.

Zo heeft het Vlaamse decreet van 17 november 1982 houdende bescherming van het roerend cultureel patrimonium geen rekening kunnen houden met de genoemde EEG-verordening 3911/92 en de genoemde richtlijn 93/7/EEG, omdat die van latere datum zijn.

Het voorontwerp van wet, dat bepaalt dat de cultuurgoederen genoemd in het ontworpen hoofdstuk I van de wet van 16 mei 1960 moeten worden opgenomen op de lijst van de bijlage van de voormelde richtlijn 93/7/EEG, sluit zodoende ook de goederen uit genoemd in artikel 1, §§ 1, b), 2 en 3, van het decreet van 3 juli 2002 "relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française", die alleen als "bezit" hoeven te zijn beschermd zonder dat ze noodzakelijk - maar het decreet is vaag op dat punt - opgenomen hoeven te worden in de bijlage van de richtlijn en aan de in die bijlage genoemde financiële drempels onderworpen hoeven te zijn. Het voorontwerp van wet zou ook bepaalde goederen kunnen uitsluiten die in het decreet als beschermde roerende goederen worden beschouwd, aangezien voor die goederen niet de financiële drempels gelden die in de bijlage van de richtlijn worden vermeld.

In het ontworpen artikel 3 van de genoemde wet van 16 mei 1960 wordt alleen een identificatiemerk geëist voor uitgevoerde goederen, terwijl dat identificatiemerk in artikel 17 van het voornoemde decreet zowel voor uitgevoerde als voor verzonden goederen wordt opgelegd.

⁽⁸⁾ Artikel 2, lid 2, derde alinea, van verordening (EEG) nr. 3911/92 van de Raad van 9 december 1992 betreffende de uitvoer van cultuurgoederen.

⁽⁹⁾ Artikel 1 van de voormelde richtlijn 93/7/EEG.

Het begrip "kernpatrimonium" moet dus vervallen en incongruenties met de regelgeving van de gemeenschappen moeten zo veel mogelijk worden voorkomen. Dat zou kunnen door, voor elk voorschrift van het ontworpen hoofdstuk I van de wet van 16 mei 1960, te verwijzen naar de goederen waarop de gemeenschappen het betrokken voorschrift toegepast willen zien.

5. Het ontworpen artikel 1, § 3, van de genoemde wet van 16 mei 1960 bepaalt dat de wet van toepassing is op cultuurgoederen die zich op 1 januari 1993 wettelijk en definitief op het grondgebied van het Rijk bevonden of zich daar onder bepaalde omstandigheden hebben bevonden.

Als het, zoals de onderzochte tekst doet vermoeden, de bedoeling van de stellers van het voorontwerp is voorbijfeiten strafrechtelijk strafbaar te stellen, namelijk de uitvoer van cultuurgoederen die tussen 1 januari 1993 en de datum van inwerkingtreding van het voorontwerp heeft plaatsgevonden, dan schendt zulk een bepaling het grondbeginsel dat strafbepalingen geen terugwerkende kracht hebben. De tekst moet zodanig worden herzien dat zo'n interpretatie onmogelijk is.

Opmerkingen over het ontworpen Hoofdstuk II

Specifieke bepalingen

betreffende de federale wetenschappelijke instellingen

(Artikelen 8 tot 13 van het ontwerp)

Artikel 9

(ontworpen artikel 6)

1. In punt b) wordt "patrimonium" omschreven als roerende culturele goederen. Dat is een ongelukkige definitie, aangezien in het ontworpen artikel 1, § 2, b), dat van toepassing is op heel de wet, "roerend cultuurgoed" als een bestanddeel van het kernpatrimonium wordt omschreven.

.../...

Het gevolg daarvan is dat er geen verschil is tussen "patrimonium" en "nationaal bezit", aangezien laatstgenoemd begrip gedefinieerd wordt als "... het kernpatrimonium van de wetenschappelijke instellingen".

Het systeem van definities moet dus worden herzien, te meer daar de verwijzing naar het begrip "kernpatrimonium", zoals dat omschreven wordt in het ontworpen artikel 1, § 2, b), het onmogelijk maakt gegevensbanken mee te rekenen.

2. De roerende cultuurgoederen die het "patrimonium" vormen, moeten "opgenomen (zijn) in de vorm van artistieke werken, voorwerpen of gegevensbanken die in een wetenschappelijke instelling zijn geplaatst, afgegeven of bewaard".

Die bewoordingen zijn te ruim, aangezien ze zouden kunnen worden toegepast op goederen die tot het roerende cultuurgoed van een gemeenschap behoren en zich tijdelijk - bijvoorbeeld voor onderzoek, restauratie of een tentoonstelling - in een federale wetenschappelijke instelling bevinden.

Artikel 10 (ontworpen artikel 7)

1. Dit artikel bevat te verregaande machtigingen.

Hoe het patrimonium moet worden bewaard en geïnventariseerd, onder welke voorwaarden het patrimonium van instellingen mag worden uitgeleend, verhuurd, in bewaring gegeven, verkocht, afgestaan of uitgewisseld, alsook onder welke voorwaarden wetenschappelijke instellingen van de Staat giften of legaten mogen aanvaarden, moet - op zijn minst in grote lijnen - bij de wet worden bepaald.

Wat paragraaf 2, tweede lid, betreft, behoort de bevoegdheid om de lijst van het nationaal bezit op te stellen en de procedure tot schrapping van vermeldingen op die lijst te regelen, te worden opgedragen aan de Koning en niet aan de Minister bevoegd voor het Wetenschapsbeleid. De Koning kan vervolgens een deel van die taken overdragen aan de Minister, bijvoorbeeld het opmaken van de lijst van het nationaal bezit of het regelen van detailkwesties betreffende de declasseringsprocedure.

.../...

Deze opmerking geldt ook voor de beschermingsprocedure.

2. In paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden "met inachtneming van de Bijlage bij voornoemde Richtlijn 93/7/EEG" vervallen. In een federale wet mag niet naar de bijlage van een richtlijn worden verwezen. Die bijlage moet dus een bijlage bij het voorontwerp van wet worden.

Voorts wordt de steller van het voorontwerp erop attent gemaakt dat niets hem weliswaar verbiedt om het nationale bezit te beperken tot de goederen vermeld in de bijlage bij de richtlijn, maar dat ook niets hem daartoe verplicht. Luidens artikel 1, 1), ervan kunnen cultuurgooederen immers nationaal bezit zijn dat niet in de bijlage is opgenomen, indien ze voor het overige deel uitmaken van openbare collecties of inventarissen van kerkelijke instellingen.

Artikel 12

(ontworpen artikel 9)

Aangezien het advies van de Federale Commissie van het Patrimonium verplicht is, behoren de samenstelling van die commissie en de grondregels voor haar werkwijze bij de wet zelf te worden bepaald.

Artikel 13

(ontworpen artikel 10)

In het ontworpen artikel wordt verwezen naar artikel 137 van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen en naar artikel 526 van het Strafwetboek betreffende het vernielen of beschadigen van grafsteden, monumenten, kunstvoorwerpen. In plaats daarvan moet rechtstreeks in het voorontwerp van wet worden aangegeven welke straffen in geval van overtreding van de wet gelden.

.../...

Als de steller van het voorontwerp bijzondere regels betreffende het opsporen en vervolgen van strafbare feiten wenst in te voeren, moet dat uitdrukkelijk in het voorontwerp van wet worden aangegeven.

Opmerkingen betreffende Hoofdstuk III van het ontwerp -
Wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van het wettelijk depot bij de
koninklijke bibliotheek van België

Artikel 14

(ontworpen artikel 1 van de genoemde wet van 8 april 1965)

1. In het eerste lid staat dat het bij de Koninklijke Bibliotheek van België deponeren van publicaties van alle aard, die via drukken of ongeacht welke andere methode, met uitzondering van cinematografische procédés, vermenigvuldigd of verspreid worden, geschiedt "volgens de door de (lees : deze) wet gestelde voorwaarden" en "binnen de door de Koning vastgestelde grenzen en volgens de door Hem bepaalde nadere regelen".

Met de uitdrukking "binnen de door de Koning vastgestelde grenzen" wordt aan de Koning de mogelijkheid geboden om bepaalde publicaties te onttrekken aan het verplichte depot van ambtswege. Zo bijvoorbeeld bepaalt artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 december 1965 tot uitvoering van de wet van 8 april 1965 houdende instelling van het wettelijk depot bij de Koninklijke Bibliotheek van België dat het verplichte depot van ambtswege onder meer niet geldt voor periodieke publicaties en niet-periodieke publicaties van minder dan vijf bladzijden.

Die werkwijze - die weliswaar reeds in de bestaande regeling voorkomt - is af te raden doordat de Koning erdoor in de gelegenheid wordt gesteld af te wijken van de wet, zonder dat Hem daarbij enige beperking wordt opgelegd. Bovendien is die werkwijze, doordat ze zo algemeen is, in strijd met het ontworpen tweede lid, dat bepaalt dat de Koning het depot van sommige publicaties alleen kan weigeren indien de bewaring ervan geen enkel wetenschappelijk belang dient. Daaruit volgt dat de Koning, in tegenstelling tot wat de huidige regelgeving bepaalt, niet langer wetenschappelijke publicaties van minder dan vijf bladzijden zal kunnen vrijstellen van het depot van ambtswege.

2. Uit de ontworpen regeling volgt dat ieder artikel met een wetenschappelijke waarde dat verspreid wordt op internet, in twee exemplaren bij de Koninklijke Bibliotheek van België moet worden gedeponereerd.

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat zulk een verplichting aanleiding geeft tot uiterst ingewikkelde toepassingsproblemen.

Artikel 16
(ontworpen artikel 3)

1. In het ontworpen artikel 3 van de genoemde wet van 8 april 1965 wordt de tekst van het huidige artikel 3 niet overgenomen, waarin staat dat de verplichting tot deponeren bij de Koninklijke Bibliotheek van België voor in België uitgegeven publicaties bij de uitgever berust en voor publicaties die in het buitenland worden uitgegeven bij de Belgische auteurs of de auteurs die in België gedomicilieerd zijn.

Het is evenwel absoluut vereist, onder meer voor de toepassing van strafrechtelijke sancties, dat in het voorontwerp duidelijk bepaald wordt op wie de verplichting tot deponeren rust.

2. In het ontworpen eerste streepje staat dat publicaties gedeponereerd moeten worden samen met al het bijbehorende materiaal "dat noodzakelijk is om het product te gebruiken".

Naar de letter beschouwd kan die regel zo geïnterpreteerd worden dat iedereen die een CD-rom deponeert of een artikel dat op het internet gepubliceerd is, de nationale bibliotheek een ... computer moet leveren, wat uiteraard niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp is.

Onder het tweede streepje lijkt men weliswaar, zij het in engere zin, aan die situatie te hebben gedacht. Er wordt immers in bepaald dat "zo de publicatie alleen toegankelijk is via software en/of hardware die normaal met de publicatie wordt verkocht, (...) die software en/of hardware tezamen met de publicatie (moet) worden gedeponereerd".

.../...

Het voorontwerp moet bijgevolg gepreciseerd worden zodat de bedoeling van de steller van het ontwerp nauwkeurig wordt weergegeven en voldoende duidelijk wordt aangegeven wat voor materiaal juist gedeponeerd moet worden. Het Engelse woord "hardware" moet in ieder geval vervangen worden door de overeenkomstige Nederlandse en Franse term, namelijk "apparatuur" en "matériel".

Opmerkingen over Hoofdstuk IV van het ontwerp - Wijziging van het koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983 betreffende sommige wetenschappelijke inrichtingen van de Staat

Artikel 21

(ontworpen artikel 4, § 2, van het genoemde koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983)

_____Het ontworpen derde lid van het genoemde koninklijk besluit moet een vierde lid vormen. Zo niet zou dat lid met terugwerkende kracht de gelijkstellingen doelloos maken die het niet-vastbenoemde personeel van het Instrumentenmuseum van het Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel sedert 31 december 1983 genoten heeft, toen dat museum is opgegaan in de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis.

Opmerkingen aangaande Hoofdstuk V van het ontwerp -
Wijziging van het koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986
tot oprichting van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat,
die ressorteren onder de beide Ministers van Onderwijs of onder de Minister(s)
aangewezen in een bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit
als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer

Artikel 23

(ontworpen artikel 1 van het genoemde koninklijk besluit nr. 504
van 31 december 1986)

Dit artikel dient zich aan als een bepaling met algemene gelding die bij voorbaat van toepassing is op iedere wetenschappelijke instelling die onder de Minister bevoegd voor wetenschapsbeleid zou ressorteren.

Ingevolge artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, dienen alle betrokken wetenschappelijke instellingen opgesomd te worden.

Gezien deze bepaling, moet artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 februari 2000 tot vaststelling van de organieke voorschriften voor het financieel en materieel beheer van de wetenschappelijke instellingen van de Staat die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort, als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer, opgeheven worden. Eenzelfde regel kan immers niet tegelijkertijd in een wet en in een koninklijk besluit staan.

Artikel 24

(ontworpen artikel 2, eerste lid, van het genoemde koninklijk besluit nr. 504
van 31 december 1986)

Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986 kan volledig worden opgeheven aangezien het, zelfs na wijziging door het ontworpen artikel 24, artikel 140 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit overlapt. Dat artikel bepaalt immers reeds het volgende :

"De staatsdiensten (met gescheiden beheer) zijn onderworpen aan de bepalingen vast te stellen door de Koning, op voordracht van de ministers onder wie deze diensten ressorteren en van de minister van Financiën."

Artikel 31, tweede lid, van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Opmerkingen nopens Hoofdstuk VI van het ontwerp -
Herstructurering van sommige federale wetenschappelijke instellingen

Artikel 26

_____ Paragraaf 1 moet zo worden begrepen dat in geval van ontbinding de algemene vergadering van het Instituut ⁽¹⁰⁾ geacht wordt vooraf besloten te hebben het vermogen ervan over te dragen aan de federale Staat.

Artikel 27

Ingevolge artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit staat het aan de Koning om de interne inrichting van de wetenschappelijke instelling van de Staat "Algemeen Rijksarchief - Rijksarchief in de Provinciën" vast te stellen.

Opmerkingen omtrent Hoofdstuk VII van het ontwerp -
Bijzondere bepalingen met betrekking tot het beheer
van sommige wetenschappelijke instellingen

Artikel 29

Het tijdelijk blokkeren van eventuele betrekkingen ingesteld in de graad van adjunct-adviseur zal eerst mogelijk zijn wanneer de wetenschappelijke instelling een nieuwe personeelsformatie zal hebben, die conform het koninklijk besluit van 30 april 1999 tot vaststelling van het statuut van het toegevoegd vorsingspersoneel en van het beheerspersoneel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat wordt uitgevaardigd.

⁽¹⁰⁾ Het is niet duidelijk of het de vorm heeft van een vereniging zonder winstoogmerk, dan wel van een instelling van openbaar nut.

Er dient dus voorkomen te worden dat de nieuwe formaties bekendgemaakt worden voordat de voorliggende wet in werking treedt. Zo niet moeten die nieuwe formaties ingevuld worden volgens de gewone regels.

2. De betekenis van de woorden "als bedoeld in artikel 29" is de Raad van State niet duidelijk, aangezien het toepassingsgebied van het hoofdstuk reeds is afgebakend in artikel 28, waarin staat dat het van toepassing is "op de federale wetenschappelijke instellingen die onder het gezag staan van de Minister die bevoegd is voor het Wetenschapsbeleid".

3. Uit de Franse versie van het voorontwerp blijkt niet duidelijk of de woorden "par décision du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions" aansluiten bij de woorden "peuvent être bloqués temporairement", zoals lijkt te kunnen worden opgemaakt uit de memorie van toelichting, dan wel bij het woord "détachés", zoals blijkt uit de Nederlandse versie.

De gemachtigde van de minister heeft verklaard dat de Nederlandse versie gecorrigeerd moet worden.

Opmerkingen betreffende Hoofdstuk VIII - Opheffings- en slotbepaling

Artikel 33

_____1. Wat 1° betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen aangaande het ontworpen hoofdstuk I.

2. Onderdeel 3° strekt ertoe hoofdstuk IV betreffende de wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983 betreffende sommige wetenschappelijke inrichtingen van de Staat te laten terugwerken tot 31 december 1983.

.../...

Die terugwerkende kracht is zelfs het enige wat de steller van het voorontwerp wil bereiken, aangezien het genoemde koninklijk besluit nr. 275 opgeheven wordt in artikel 32 van het ontwerp.

Opmerkingen van wetgevingstechnische en taalkundige aard

De Nederlandse versie van het ontwerp is onzorgvuldig gesteld. Onder uitdrukkelijk voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Conform de handleiding "Wetgevingstechniek, aanbevelingen en formules" schrijve men in de inleidende zinnen "... vervangen als volgt" in plaats van "vervangen door de volgende bepaling". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikel 3

(ontworpen artikel 1)

In de ontworpen paragraaf 1 schrijve men : "richtlijn 93/7" in plaats van "richtlijn 97/3". In de ontworpen paragraaf 2, b), schrijve men "op de lijst van de Bijlage" in plaats van "in lijst van de Bijlage".

De eerste opmerking geldt, mutatis mutandis, ook voor de Franse tekst van het ontwerp.

Artikel 4

(ontworpen artikel 2)

Op het einde van de tweede zin schrijve men "die door de Koning worden vastgelegd" in plaats van "die door de Koning vastlegt".

Artikel 5

_____ (ontworpen artikel 3)

Het zou correcter zijn te schrijven :

"Art. 3. Voor roerende cultuurgoederen mag pas een uitvoervergunning worden afgegeven nadat ...".

Artikel 6

_____ (ontworpen artikel 4)

Het zou correcter zijn te schrijven :

"Art. 4. Elk roerend cultuurgoed dat tijdelijk verzonden of uitgevoerd wordt, moet voordat het weggaat van en terugkeert bij het betrokken overheidsorgaan beschreven worden ...".

Artikel 8

Men schrijve "na de artikelen 1 tot 5" in plaats van "aansluitend op artikelen 1 tot 5".

Artikel 10

(ontworpen artikel 7)

In de ontworpen paragraaf 1 schrijve men "het patrimonium" in plaats van "de patrimonium".

Artikel 14

_____ In het ontworpen artikel 1, eerste lid, behoort de eerste zin als volgt te worden geredigeerd :

"..., die via drukken of enige andere methode, met uitzondering van cinematografische procédés, vermenigvuldigd of verspreid worden, in twee exemplaren ...".

De tweede zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Als publicatie wordt beschouwd elke informatie ...".

In het tweede lid schrijve men : "... indien de bewaring ervan geen enkel wetenschappelijk belang heeft" in plaats van "indien er geen enkel wetenschappelijk belang voor de bewaring ervan".

Artikel 16

In het ontworpen artikel 3, vierde streepje, schrijve men "of niet kan worden geraadpleegd" in plaats van "of niet raadpleegbaar is".

Artikel 21

In 2° schrijve men "regeling" in plaats van "reglementering".

Artikel 26

In paragraaf 1 schrijve men "Koninklijk Museum voor Midden-Afrika" in plaats van "Koninklijk Musea voor Midden-Afrika".

Artikel 27

In paragraaf 1, tweede zin, schrijve men aan het einde "alsook van zijn personeelsleden" in plaats van "alsook zijn personeelsleden over".

Artikel 31

In het derde lid moeten de woorden "onder geen enkel voorwendsel" vervallen.

De Nederlandse tekst van het ontwerp moet worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Monsieur R. ANDERSEN,
de Heer

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

Mesdames M. BAGUET,
Mevrouwen C. DEBROUX,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs F. DELPÉRÉE,
de Heren F. DEHOUSSE,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN